

## Canagrex

Le député a parlé des difficultés qu'éprouvent les producteurs de blé de la Saskatchewan depuis un an environ, du fait de la baisse des prix. Ils doivent compter avec la décision des États-Unis de subventionner leur blé, alors que nous sommes incapables de le faire. A l'instar du député, je crois que la société Canagrex n'a jamais été aussi utile. Par l'entremise de cet organisme, nous pourrions étudier la situation mondiale et trouver de nouveaux marchés et de nouvelles idées pour nos consommateurs de produits agricoles. Il serait possible d'accroître notre production et ainsi, non seulement nous assurerions la survie des agriculteurs qui tentent désespérément de conserver leur exploitation, mais également, nous favoriserions le retour d'agriculteurs à la terre. Ce sont les marchés qui nous font défaut.

De nombreux pays ont besoin de nos produits. Ma province de l'Île-du-Prince-Édouard peut toujours vendre des pommes de terre à des pays comme l'Argentine, mais il est alors difficile de se faire payer en dollars canadiens ou américains, car l'Argentine n'a pas l'argent nécessaire pour acheter les denrées dont elle a besoin. La société Canagrex aurait pu jouer un rôle à cet égard.

Le député pourrait-il nous préciser pourquoi et comment la société Canagrex aurait pu faciliter les transactions entre gouvernements dans des situations comme celle-là afin, non seulement d'accroître nos débouchés en général, mais également de nourrir une population qui meurt de faim dans le monde entier? Canagrex aurait pu servir à nous ouvrir de nouveaux marchés. En nourrissant un monde affamé et en favorisant le développement du tiers monde, on peut créer de nouveaux débouchés pour d'autres biens manufacturés et services, et le Canada serait vu d'un bon œil comme client possible.

**M. Nystrom:** Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord pour dire que Canagrex aurait été un instrument de choix dans les négociations bilatérales portant sur des ententes à long terme avec divers pays. Le cas de la Chine est un bon exemple. Je m'y suis rendu en 1979. La Chine a beaucoup d'importance pour la Saskatchewan, non seulement pour ce qui est des céréales et de la potasse, mais aussi pour d'autres cultures. Une agence comme Canagrex nous aurait permis de décrocher des ententes passablement intéressantes. Le gouvernement n'a pas compensé la suppression de Canagrex en nommant d'autres fonctionnaires. J'ai en main un relevé des effectifs des ambassades et des hauts commissariats à l'étranger en janvier 1986. On y constate que l'équivalent de 73 années-personnes sont affectées à la commercialisation de produits alimentaires et agricoles dans le monde entier. C'est peu pour un secteur qui est le premier en importance. Aux États-Unis, les effectifs totalisent 12,5 années-personnes; en Europe de l'Ouest, 23; en Europe de l'Est, 5,5; en Afrique, 3,5; au Moyen-Orient, 4; en Asie, à l'exclusion du Japon et de la Chine, 4,5; en Chine, 2,5, en raison de l'importance de ce pays; au Japon, 6 et en Amérique latine et dans les Antilles, 10,5 années-personnes.

Le nombre de personnes qui se consacrent à cette activité dans l'intérêt des Canadiens est assez minime. Voilà pourquoi Canagrex est si importante. Grâce à cette agence, nous aurions obtenu un plus grand nombre de contrats et d'engagements à

long terme, ce qui nous aurait permis de contribuer à l'alimentation de la population mondiale tout en aidant les agriculteurs du Canada.

**M. Redway:** Monsieur le Président, j'ai écouté le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) parler des députés progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines. En tant que député d'une circonscription urbaine, j'ai été renversé de l'entendre dire que les représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines ne comprennent pas les agriculteurs canadiens et ne s'intéressent pas le moins du monde à leur sort. J'ai été particulièrement renversé d'entendre cela, car moi-même et tous les autres députés progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines avons appuyé énergiquement le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement lorsqu'ils ont décidé de réduire les taux d'intérêt de la Société du crédit agricole. Cette mesure a beaucoup aidé les agriculteurs. Tous les représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines et moi avons approuvé dans le passé l'achat par le gouvernement des récoltes de raisin. Tous les autres représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines sans exception et moi avons appuyé les programmes destinés aux exploitations laitières qui ont été proposés récemment. Tous les autres représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines et moi avons appuyé l'octroi d'une aide de un milliard de dollars aux producteurs de blé de tout le pays, que le premier ministre et le gouvernement ont proposé il y a quelques mois. Tous les autres représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines et moi avons aussi appuyé les négociations canado-américaines sur le libre-échange et les pourparlers dans le cadre du GATT visant à définir une fois pour toutes les problèmes que posent les subventions, de sorte que nous puissions aider les agriculteurs à distinguer entre les subventions contestables et les autres et que nous puissions mettre en place un mécanisme de règlement des différends commerciaux qui permette de régler une fois pour toutes les problèmes d'exportation des agriculteurs.

• (1630)

En plus de tout cela, tous les représentants progressistes conservateurs de circonscriptions urbaines et moi avons appuyé le programme d'exonération fiscale des gains en capital qui a beaucoup aidé les agriculteurs de l'Ouest. J'ai été étonné d'entendre le député affirmer que les députés conservateurs qui sont citoyens ne comprenaient pas ces questions et n'étaient pas d'accord à leur sujet.

Je voudrais savoir pourquoi les néo-démocrates citoyens n'ont pas souscrit à l'exemption d'impôt sur les gains de capital pour les agriculteurs de l'Ouest. Je voudrais savoir pourquoi ils n'approuvent pas les négociations commerciales qui aboutiront à un mécanisme de règlement des différends sur le plan des échanges, de façon à aider nos agriculteurs à exporter leurs produits. Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi ses collègues citoyens refusent d'aider les agriculteurs canadiens?

**M. Robinson:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je sais que le député ne cherche pas à induire la Chambre en erreur, mais je suis un néo-démocrate citoyen et nous avons souscrit avec enthousiasme à l'exemption de l'impôt sur les gains de capital pour l'exploitation agricole familiale. Je